

LE TRAVAIL

VÉRITABLE ORGANE DES INTÉRÊTS POPULAIRES.

DIEU ET L'HUMANITÉ.

DROITS ET DEVOIRS.

LE TRAVAIL EST LE DÉVELOPPEMENT NORMAL DE LA VIE DES
NATIONS ET DES INDIVIDUS.

LE TRAVAIL C'EST LA MANIFESTATION DE LA VIE.

	PARIS.	DÉPARTEMENT.	ÉTRANGER.
Trois mois	2 f.	3 f.	5 f.
Six mois	4	6	10
Un an	8	12	20

VIVE LA RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE ET SOCIALE !

(Le peuple à l'Hôtel-de-Ville, 24 février 1848.)

S'adresser franco, aux Bureaux, rue du Faubourg-Saint-Denis, 56.

AVIS IMPORTANT.

OUVRIERS,

ALLEZ RETIRER VOS CARTES D'ÉLECTEURS :

Si vous n'êtes pas inscrits, demandez, toute autre affaire cessante, votre inscription sur les listes électorales de vos mairies. Tout Français qui ne remplit pas ses devoirs de Citoyen n'est pas digne de l'être.

Travailleurs, il est de votre devoir d'inviter vos frères à voter.

Vous avez à faire la police de la démocratie prolétaire : cette mission est sainte, car il s'agit, je ne saurais trop le répéter, du salut de la République bien-aimée.

Que tout ouvrier, tout travailleur tout prolétaire, qui aura déserté les scrutins, qui n'aura pas voté soit mis au ban de la démocratie, car il aura mal mérité de la patrie.

OUVRIERS, PROLÉTAIRES, TRAVAILLEURS, LE TRAVAIL VOUS DONNE RENDEZ-VOUS AU PIED DE L'URNE ÉLECTORALE : N'Y MANQUEZ PAS.

ÉLECTIONS.

AVIS AUX TRAVAILLEURS DES CORPORATIONS ET DES
ATELIERS NATIONAUX.

Union, mes amis, union; je vous en prie au nom de la République qu'il faut sauver! La réaction s'entend. Ne nous divisons pas! ou s'en est fait de la démocratie.

Travailleurs, faites-vous inscrire à vos mairies et retirez vos cartes d'électeurs : c'est votre droit; mais c'est surtout votre devoir.

Le délai fatal expire ce 1^{er} juin, à minuit.

Nous avons une revanche à prendre de la défaite que la démocratie a essuyée dans la première bataille électorale; nous n'avons été battu, d'ailleurs, à cette époque, que pour avoir manqué d'unité, d'ensemble, dans nos votes. Plus de division, plus de division, je ne saurais trop le répéter : L'UNION SEULE FAIT LA FORCE.

Ouvriers, travailleurs, prolétaires, voici la liste démocratique qu'il est de votre devoir de voter.

Votez donc comme les vrais soldats de la démocratie doivent faire pour les citoyens dont le Travail vous donne les noms ci-après :

CAUSSIDIÈRE, PIERRE LEROUX, PROUDHON, RASPAIL, CABET, KERSAUSIE, LAGRANGE de Lyon, MALARMÉ, ADAM, cambreur, THORÉ et SAVARY.

Union donc, mes amis, union, au nom de la République qui est en péril, au nom de la démocratie qu'il faut sauver.

Si nous nous divisons, la ligue réactionnaire des royalistes de toute nuance l'emportera. Ce sera le coup de grâce pour la démocratie.

Rallions-nous donc tous, républicains et socialistes à ce cri vénéré : VIVE LA RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE ET SOCIALE !

Le délai fatal pour retirer les cartes d'électeurs expire le 1^{er} juin à minuit.

AUX OUVRIERS.

Ouvriers, mes bons camarades, méfiez-vous des journaux qui ont servi les rois. Dam! comme tous les gens à livrée qui sortent d'une maison pour entrer dans une autre, je sais bien qu'ils ont laissé la souquenille galonnée de la royauté pour endosser le bourgeron populaire de la République; mais ils exhalent des odeurs dynastiques qui les trahissent malgré eux. Méfiez-vous donc, mes amis, méfiez-vous!

Le meilleur moyen de ne pas tomber dans les pièges que tendent aux prolétaires les feuilles royalistes, c'est de ne les acheter ni les lire.

Les organes qui défendent les intérêts de la démocratie, voilà ceux qu'ils faut toujours consulter, toujours lire. Eux seuls défendent vraiment vos intérêts, qui sont les leurs; car, si vous êtes les prolétaires du travail manuel, ne sont-ils pas les prolétaires du travail intellectuel?

Aussi, quand les penseurs socialistes de la démocratie vous montrent la route qu'il faut suivre, entrez hardiment dans la voie : elle seule conduit à l'émancipation prochaine de l'Humanité entière.

En conséquence, je crois utile de vous indiquer la liste des journaux vraiment démocrates, ce sont :

Le Père Duchêne.
Le Représentant du Peuple.
La Vraie République.
Le Travail.
L'Ami du Peuple.
Le Peuple Constituant.
La Réforme.
Le Populaire.
La Démocratie Pacifique.
La Commune de Paris.

Journaux républicains constitutionnels :

Le National.

Le Charivari, qui se trouvent tous deux seuls dans cette catégorie.

AU SUJET DES ÉLECTIONS.

Je dois la vérité à tout le monde : c'est une tâche que je me suis imposée, et à laquelle je ne faillirai pas. Aussi je viens signaler la mauvaise direction, donnée par le comité révolutionnaire aux élections générales du 23 avril.

Non, je ne comprends pas comment des hommes sérieux, réunis en assemblée, aient pu produire des résultats aussi pitoyables que ceux des délégués du *Club des Clubs*; j'appelle sur leurs actes le blâme de tous, et j'en déduis les motifs.

La veille des élections, les listes des candidats populaires n'étaient pas encore prêtes : dérision! et déjà depuis plus d'un mois, les listes bleues et blanches, les listes royalistes et bourgeoises, circulaient dans tout Paris. En vain, de tous côtés, dans tous les clubs, chacun demandait la liste de la démocratie prolétaire : vous étiez toujours en mal d'enfant. Quelle couche laborieuse! c'est pitié de voir comme vous avez agi, et vraiment nos ennemis n'auraient pas mieux fait.

Eh! que dirai-je de vos listes? Ah! gens habiles que vous avez été, vous avez réussi à ne les faire accepter par personne. Eh quoi! vous avez décrété l'ostracisme contre les citoyens Lamartine, François Arago, Marrast, républicains avancés, quoi qu'on ait pu dire! Belle manœuvre en vérité! Eh bien! savez-vous ce que vous avez obtenu en procédant ainsi par exclusion? Vous n'avez obtenu que la peine du talion, et Pierre Leroux, l'apôtre de l'avenir, et le socialiste Proudhon, et tant d'autres enfin sont restés, grâce à vous, sur le champ de bataille du scrutin de Paris.

Aujourd'hui que nous sommes appelés à compléter le nombre de nos mandataires, le Travail invite tous les républicains, tous les socialistes, tous les démocrates à voter d'ensemble et militairement pour les citoyens dont les noms ont été choisis et acceptés par les délégués des corporations, des ateliers nationaux et des clubs réunis en fraternelle assemblée.

SPÉCIALEMENT AUX TRAVAILLEURS.

Nous recevons la lettre suivante :

Au nom des Ouvriers des ateliers nationaux, permettez-moi, citoyen Rédacteur, de venir protester par la voie de votre journal qui s'occupe spécialement de l'intérêt des *travailleurs*, contre les insinuations perfides des journaux de la royauté.

Oui, on est venu répandre dans le public, que les ouvriers des ateliers nationaux refusaient de rentrer dans les ateliers du commerce et de l'industrie; ces assertions sont entachées du cachet de la fausseté la plus indigne; on ne tend à rien moins qu'à mettre une partie de la population parisienne en suspicion dans l'esprit de leurs concitoyens et frères.

Nous ne demanderions pas mieux, vous le savez vous-même, citoyen, de reprendre les travaux de notre partie, et quand nous gémissons tous de l'inaction dans laquelle nous sommes forcés de vivre, peut-on bien venir insulter à notre malheur en nous traitant de lâches et de paresseux.

Que les représentants votent seulement des sommes suffisantes pour venir en aide à l'industrie, qui se meurt; que l'Etat substitue son action à celle si funeste qu'exerce, sur le commerce, les sangsues de la finance et de l'usure, et l'on verra si les travailleurs des ateliers nationaux ne rentreront pas en chantant dans les ateliers, où ils seront sûrs de trouver le travail utile et intelligent, un travail qui ramènera le nécessaire, le contentement au foyer de la famille.

Que les journaux de la réaction cessent

donc de s'attaquer aux ouvriers des ateliers nationaux.

Au nom de mes camarades,
BEYLLE, délégué, 3^e brigade, 2^e compagnie, 1^{er} service, 3^e légion.
Paris, ce 31 Mai.

De quel droit, les clubs armés seuls étant prohibés, la garde bourgeoise a-t-elle brutalement fermé le club de de l'Emancipation des peuples?

De quel droit le club des Amis du Peuple a-t-il été fermé? a-t-on trouvé des armes? qu'on le dise?

Est-ce que par hasard les lois de Septembre se réveilleraient? dam! les réquisiteurs Portalis et Landrin sont là pour répondre.

DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE.

Qu'en dirais-je? En réalité, ce serait fort difficile de trouver une œuvre sérieuse dans tout le bagage de paroles échangées entre nos honorables. Quelques décrets, aucun réellement démocratique, quelques-uns de mauvais, un règlement longuement élaboré à travers de nombreuses séances et de plusieurs commissions: voilà, à peu près, le produit d'un mois de travail.

CLUB DE LA RÉVOLUTION.

Séance du 30 Mai, SALLE DE LA REDOUTE

Présidence du Citoyen SCHILMANN.

La séance est ouverte à 8 heures 3/4.

En l'absence du citoyen Langlois et du procès-verbal de la dernière séance, le citoyen Millier donne lecture du compte-rendu que le journal *le Travail* a donné de cette séance.

LE CIT. HUET. Je demande qu'à l'avenir la séance soit toujours ouverte à 8 heures 1/4 au plus tard (*Appuyé*).

LE CIT. MAILLARD: La commission, que vous avez chargée de tout tenter pour arriver à une fusion, s'est rendue à deux réunions de délégués, rue Taranne et rue Albouy. Dans celle-ci, la plus importante, se trouvaient réunis les délégués des corporations et des 35 Clubs. Chaque Club a déposé sa liste de onze candidats et du dépouillement, il est résulté que les Citoyens Caussidière, Pierre Leroux, Proudhon, Raspail, Cabet, Kersausie, Lagrange de Lyon, Malarmé, Adam, cambreur, Thoré et Savary, ont été choisis pour être les candidats.

Dans l'intérêt de la République la fusion est indispensable, non-seulement avec les Clubs, mais avec tous les journaux socialistes et républicains. En somme les journaux sont des drapeaux autour desquels se rallient de nombreux partisans de la démocratie.

Votre commission vous demande maintenant si sa mission est terminée ou si nous devons continuer à agir pour atteindre l'unité.

LE CIT. LANDOLPHE: Jeudi et dimanche j'ai prêché la fusion entre tous les républicains; car n'est-ce pas l'opinion générale que la République est en danger? Faisons le sacrifice de nos passions personnelles, et si les républicains purs consentent à voter 3 ou 4 noms socialistes, votons avec eux. Mieux vaut voter, vous en conviendrez, pour des républicains modérés que pour des royalistes. Si les socialistes veulent s'allier avec les républicains du *National*, voici une liste de conciliation que ce journal appuiera de toutes ses forces: Caussidière, Edmond Adam, Savary, Goudchaux, Pierre Leroux, Schelcher, Proudhon, Ribeyrolles, Gervais, de Caen et Duras. Liguons-nous pour empêcher Favènement de Thiers, l'homme des fortifications, des mitrailleurs de la rue Transnonain, l'agent de toutes les iniquités royales, celui qui a fait le plus de mal à la France. Les dynastiques de l'assemblée sont sans chef: ils attendent Thiers avec impatience pour se rallier autour de lui. Il ne s'agit plus que de savoir si les délégués de la rue Albouy veulent de cette fusion.

LE CIT. MAILLARD: Il n'a pas été question de la fusion avec les journaux, rue Albouy: il s'agit d'é-

clairer les délégués qui s'y trouvent réunis dans ce moment.

LE CIT. SCHILMANN. Je dois vous dire que, par un malentendu fort regrettable, Duras n'a pas eu connaissance de la démarche de notre Commission; qu'un rédacteur subalterne a seul commis l'inconvenance dont le Club a eu à se plaindre. Je vous apporte officiellement les excuses et les regrets du citoyen Duras. Faisons donc tous nos efforts pour faire accepter la liste de conciliation.

LE CIT. RABUAN. Qu'immédiatement la Commission du Club se rende rue Albouy, auprès des délégués réunis, et auprès de la *Réforme* et des autres journaux, pour que la même liste, la liste du peuple, soit adoptée par tous. Nous verrons alors la force réelle du parti Républicain.

LE CIT. LANDOLPHE. N'allons pas faire de boulettes, cependant; soyez bien sûr de l'accord commun avant de préconiser aucun nom.

LE CIT. PRÉMONT. Travailleur moi-même, c'est au nom des travailleurs, au nom de l'Humanité que je viens vous supplier de vous entendre, de fusionner: 100,000 travailleurs seront peut-être demain dans la rue. D'Emile Thomas, les ateliers nationaux tomberont en Taschereau.

LE CIT. FURET. Mais, si la rue Albouy ne veut pas fusionner, faudra-t-il nous séparer des Clubs pour nous allier au *National*.

LE CIT. LANDOLPHE. Allons d'abord au *National* prendre langue, et puis nous verrons.

LE CIT. FURET. Je réitère ma question, et j'ajoute que, si le *National* veut fusionner, que Duras se rende à la réunion.

LE CIT. MAILLARD. Tous les journaux ont fait des listes provisoires, qui leur sont propres, mais qui ne sont pas définitives. Si le *National* a fait sa liste, le *Père Duchêne* a aussi fait la sienne: ils remplaceront leurs listes provisoires par une liste définitive, dès qu'ils sauront que les Clubs et les corporations veulent fusionner.

LE CIT. LAMIEUSSENS. On est d'accord sur la fusion: qu'on s'entende donc avec les Clubs et avec les journaux. La fusion sauvera la République: ne perdons pas de temps. Je demande à Schilmann si ce qu'il nous a dit est officiel.

LE CIT. SCHILMANN. Les Citoyens Edmond Adam et Gervais (de Caen), m'en ont fait part au nom de Duras.

LE CIT. LAMIEUSSENS. Il est acquis que le *National* veut la fusion. Si les journaux et les clubs républicains fusionnent, la majorité nous donnera la victoire; dans le cas contraire, déroute certaine: les hommes du *National* resteront avec leur 80,000 voix; nous, les socialistes, nous resterons avec nos 80,000 voix, et les dynastiques passeront, en faisant une trouée dans nos rangs au moyen des 100 à 140,000 voix des royalistes, des réactionnaires et des ignorants réunis. Et si cela arrive, ce n'est pas Thiers qui sera le chef, ce sera Joinville (*Rumeurs générales*); oui, ce sera Joinville. Hé quoi! l'assemblée nationale vient de rendre hier à peine un décret de bannissement contre la race d'Orléans, et voyez la réaction se croit déjà assez forte pour lever la tête et jeter le masque. Comment tandis que des républicains, des socialistes, nos amis, sont prisonniers pour s'être laissés trop entraîner par l'amour de la démocratie, sera-t-il permis aux partisans de la royauté de conspirer ouvertement contre la République... Non, non; c'est à nous de nous entendre pour que les élections de la Seine, qui sont capitales, produisent les résultats que nous sommes en droit d'en attendre.

Il y a à la chambre 200 députés qui sont encore flottants et incertains, qui attendent que la victoire se prononce pour se décider. Quand Paris aura prononcé, ils se diront: C'est là qu'est la force. Ils viendront à nous si nous sommes vainqueurs, mais si nous sommes battus, ce sera la bataille, bataille prématurée, édition nouvelle des 5 et 6 juin.

LE CIT. JOUY. Je pense que la démocratie sociale pourrait être victorieuse avec ses seules forces; mais l'alliance est excellente, et tous les ouvriers, j'en suis sûr, voteront pour une liste unique si tous les journaux de la démocratie veulent l'adopter.

LE CIT. LAMIEUSSENS. Ne nous abusons pas; si tous les républicains votaient, nous aurions plus de 80,000 voix: c'est certain; mais la vérité est que beaucoup manqueront à l'appel; la statistique des dernières élections ne constate que 35,000 votants parmi les ouvriers.

LE CIT. MILLIER. Terminons la discussion. Et puisqu'il s'agit de l'alliance de tous les républicains contre les royalistes, je propose de donner à votre commission, dont la capacité est reconnue, un pouvoir discrétionnaire pour arriver au but: la fusion.

LE CIT. TOURNEUX, président du Club de l'Organisation des Travailleurs. Je crois votre démarche intempestive. Les délégués de la rue Albouy ont arrêté, hier au soir, une liste qu'ils considèrent comme définitive, à telles enseignes qu'on en a commandé l'impression, et qu'à l'heure actuelle, il y en a sans doute des exemplaires de distribués.

LE CIT. BALLARD. Avant tout, je demande à quoi les délégués du Club de la Révolution se sont engagés à la réunion d'hier?

LE CIT. MAILLARD. Personne n'a pris d'engagement, personne n'a été mis en demeure d'en prendre; tout le monde a parlé dans le sens d'une fusion sans exclusion aucune.

LE CIT. BALLARD. Je vois que d'un côté il y aura le *National* et le Club de la Révolution, et de l'autre, le parti démocratique et les autres clubs. (La clôture est demandée sur la discussion, et est adoptée).

LE PRÉS. SCHILMANN. Je mets aux voix la question de savoir si l'on donnera à la commission un pouvoir discrétionnaire. (*Adopté*.)

La discussion s'engage ensuite sur la surveillance à apporter aux élections. Le citoyen Millier demande que des membres du Club soient désignés pour contrôler d'une manière utile les opérations électorales dans les diverses sections de Paris.

LE CIT. DUCHÈNE. Divers clubs, indignés de la manière brutale dont le général Courtais avait été désarmé, lors de l'échauffourée du 15 mai, par quelques gardes nationaux, ont décidé qu'une souscription surait ouverte pour rendre au général Courtais une épée qu'on ne devait pas lui enlever. (*Bravos*.)

LE CIT. FOLLET. J'approuve le principe; mais je craindrais qu'on ne rende le Club solidaire des opinions de Courtais.

LE CIT. RABUAN. C'est une simple protestation contre des actes de brutalité. (*Bravos*.)

LE CIT. JOUY. Le général, ayant été privé de son épée pour ne pas avoir voulu la tremper dans le sang du peuple, le Club décide que le peuple doit lui rendre une épée. (*Bravos prolongés*.) (*Adopté*.)

LE CIT. HERVÉ. Beaucoup de nos amis sont sans ressources en prison. Je demande qu'une souscription soit faite en leur faveur. (*Bravos*.) (*Adopté*.)

L'un des secrétaires donne ensuite lecture d'une affiche placardée sur les murs de Paris, par laquelle un nommé Viguié, négociant, rue Bergère, N° 24, propose la candidature du prince de Joinville. Cette candidature amène à la tribune le citoyen Rabuan. « On ne demandera plus (dit-il) où est la réaction: Dieu soit loué! elle a laissé tomber son masque. Qu'on vienne maintenant nous dire que nous sommes des anarchistes, des factieux. Il n'y a pas, en république, d'autres factieux, d'autres anarchistes que ceux qui veulent une royauté ou une régence, Henri V ou Joinville. (*Tonnerre d'applaudissements*.) — Répondons à cette manifestation royaliste par ce cri: Vive la République démocratique-sociale! (*Transport général, enthousiasme, cris: Vive la République! vive Barbes!*)

On procède en suite à quelques admissions, et la séance est levée à 11 heures.

Le Rédacteur-Gérant, E. ADAM BEL.

On demande des Crieurs.

PARIS, Imp. SOUPE, passage du Ponceau, 16-20.